



N° 4 - Juin 2010

Panorama au 4 juin 2010

## Éditorial

### Atténuation du cycle du marché du porc

En avril 2010, les prix agricoles à la production se rapprochent des prix moyens des cinq dernières années. Contrairement aux prix céréaliers encore légèrement inférieurs, ceux des oléagineux et surtout des légumes frais restent nettement supérieurs à 2009. Par contre, la baisse des prix des vins s'accélère par rapport à 2009, en particulier ceux des vins hors AOP, de même que les prix du bétail mais dans une bien moindre mesure (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, juin 2010*). Le prix des intrants continue d'augmenter à cause de la hausse du prix de l'énergie, de plus en plus marquée. Les prix des engrais baissent de moins en moins par rapport à l'année précédente. En février 2010, après la chute observée en 2009, leurs livraisons s'accroissaient toujours. En mars, la production d'aliments composés s'est redressée après une longue période de baisse (*Infos rapides Moyens de production n° 6/10, juin 2010*).

Contrairement aux prévisions, la campagne 2009/2010 se termine plutôt favorablement pour les blés français. Malgré des perspectives de production optimistes pour la prochaine campagne, les cours céréaliers dont la reprise est récente sont en effet plus élevés que ceux de la campagne précédente, en raison d'une contraction des stocks de report tant en blé qu'en maïs. Celle-ci résulte de l'amplification remarquable à partir de mars 2010 des exportations françaises et européennes à destination des pays proches, qu'une hausse du coût du fret a rendues plus compétitives face à la concurrence outre-Atlantique. De plus, les prix européens à l'exportation ont bénéficié du recul fort et rapide du taux de change euro-dollar, qui a chuté fin mai à son plus bas niveau depuis octobre 2006 (*Une fin de campagne plus favorable pour les blés français, Céréales et oléagineux n° 2010/113, juin 2010*). Pour l'orge et le blé dur, les stocks restent au contraire abon-

dants et l'embellie actuelle des cours ne suffit pas à compenser la baisse de leurs prix moyens de campagne par rapport à ceux de 2008/2009. Pour les oléagineux, la campagne de commercialisation se caractérise par des cours très volatils. Le stock mondial en graines augmente, alors qu'il diminue en huiles. Ceci explique la hausse des prix mondiaux entre fin 2009 et fin avril 2010, les cours des graines françaises de colza et de tournesol ayant suivi la tendance mondiale. Les premières estimations de rendement pour 2010, réalisées uniquement sur l'orge et le colza, s'annoncent inférieures à celles de 2009 (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 4/10, juin 2010*).

Au cours de la campagne 2008/2009, la production et le commerce extérieur français de pomme de terre ont subi un léger retrait par rapport à la campagne précédente, à cause de la réduction des surfaces et des rendements. La situation a toutefois été plus favorable

que pour l'ensemble des campagnes depuis 2004, concernant notamment le taux de couverture des exportations vers l'Espagne. Par rapport à cette campagne de commercialisation plutôt faste, les prix à la production sont plus bas durant la campagne 2009/2010 (*Campagne 2008/2009 de pomme de terre : production française et commerce extérieur en léger retrait, Pomme de terre n° 2010/114, juin 2010*).

Sur les marchés viticoles, qui restent confrontés à une conjoncture fragile, la demande se fait toutefois plus dynamique pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) et hors AOP. Les signes avant-coureurs apparus fin 2009 se confirment : la consommation de vins tranquilles AOP est meilleure au premier trimestre 2010 qu'en 2009 même si elle ne rattrape pas le retard par rapport à une campagne moyenne. Les champagnes restent moteurs dans l'amélioration des exportations françaises de vins. Les prix continuent de jouer leur rôle d'ajustement dans la reprise de la demande (*Marchés viticoles : une demande plus dynamique, Viticulture n° 2010/115, juin 2010*).

En avril 2010, la hausse du prix des légumes frais, toujours très forte (+ 25 % par rapport à 2009), ne ralentit que légèrement. Pour le chou-fleur, la campagne s'achève sur des prix qui ne suffisent pas à compenser la perte de production engendrée par le froid persistant de l'hiver (*Infos rapides Chou-fleur n° 6/6, mai 2010*). Pour les légumes d'été, malgré une forte concurrence étrangère tant pour le concombre que pour la courgette, le marché reste globalement équilibré en début de campagne avec des prix plutôt élevés pour la courgette. Celle-ci souffre cette année d'une réduction importante des surfaces due à la commercialisation

décevante de 2009 (*Infos rapides Courgette n° 1/4, mai 2010*). À l'inverse, la tomate française est protégée sur le marché par l'offre déficitaire des produits espagnols et marocains, les prix se situant très au-dessus de ceux de 2009 (*Infos rapides Tomate n° 2/6, mai 2010*). La campagne de production de la cerise, de l'abricot et de la pêche démarre avec des volumes très en dessous du niveau de l'exceptionnelle année 2009. La pêche et la pomme sont également marquées par une érosion importante de leurs vergers. La commercialisation de la fraise, qui profite de l'ensoleillement et d'une demande soutenue, est réalisée à des prix plus élevés qu'en 2009 (*Infos rapides Fraise n° 2/4, mai 2010*).

Pour les productions animales, production et consommation de volailles progressent au premier trimestre 2010 (*Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2010*). En avril 2010, avec une hausse des exportations, les productions d'animaux de boucherie augmentent. Les abattages de génisses et de porcs ont fortement augmenté par rapport à 2009 (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 5/11, mai 2010*). Au niveau européen, la production porcine augmenterait légèrement pour 2010, une amélioration de la productivité compensant la réduction du cheptel (*Infos rapides Porcins - Résultats de l'enquête européenne, juin 2010*).

En termes structurels, les marchés porcins français et européen seraient affectés par l'atténuation, voire la disparition du « cycle du porc ». Le marché porcin est peu régulé, avec un ajustement par le prix entre l'offre et la demande. À long terme, d'un pays européen à l'autre, les tendances de production diffèrent davantage que les tendances de prix. À moyen terme, un phénomène cyclique se met en place,

faute d'une adaptation immédiate de la production. Or, au cours de la dernière décennie, le cycle du porc est en perte de régularité et d'ampleur, autant en France que dans l'Union européenne à 15. D'une part, la spécialisation de la production française engendre une moindre fragilité vis-à-vis des prix, expliquant en partie la faible variabilité de la production. D'autre part, le prix est moins réactif aux variations de production et son faible niveau n'est justifié ni par l'offre ni par la demande. Les éleveurs français rencontrent des difficultés pour répercuter les variations de coûts de production (*Vers une disparition du cycle du marché du porc ?, Porcins n° 2010/116, juin 2010*).

Après une campagne 2009/2010 qui s'achève encore sur une sous-réalisation record des quotas, la nouvelle campagne laitière démarre mollement en avril. Le niveau de la collecte reste bas et les livraisons de lait seraient en retrait sur celles de 2009. Par contre, tous les indicateurs de fabrication de produits laitiers de grande consommation sont au vert en mars, de même que les exportations dynamiques de produits laitiers industriels. Par contre, pour ceux-ci, les niveaux de fabrication sont contrastés (*Infos rapides Lait n° 5/11, mai 2010*).

En avril 2010, la croissance de l'excédent agroalimentaire français qui s'est accélérée en mars se poursuit. Cela résulte en grande partie de la hausse des produits transformés, particulièrement marquée avec les pays tiers. En revanche, l'excédent en produits bruts se contracte : la réduction de l'excédent avec l'Union européenne l'emporte sur la contraction du déficit avec les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 5/12, mai 2010*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Une fin de campagne plus favorable pour les blés français, <i>Céréales et oléagineux</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
Campagne 2008/2009 de pomme de terre : production française et commerce extérieur en léger retrait, <i>Pomme de terre</i>	9	<i>Hervé Schoen</i>
Marchés viticoles : une demande plus dynamique, <i>Viticulture</i>	13	<i>Pierre Carrelet</i>
Vers une disparition du cycle du marché du porc ?, <i>Porcins</i>	17	<i>Adrienne Egger</i>
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>23</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>25</b>	

## Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot, n° 2/4, juin 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Animaux de boucherie n° 05/11, mai 2010</i>	<i>A. Egger, M.-A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 6/11, juin 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Cerise, n° 2/3, juin 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Chou-fleur, n° 6/6, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Concombre, n° 2/5, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 5/12, mai 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Courgette, n° 1/4, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Commerce extérieur, n° 6/12, juin 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Fraise, n° 2/4, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 4/10, juin 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 05/11, mai 2010</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Moyens de production, n° 6/10, juin 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguier</i>
<i>Pêche, n° 2/5, juin 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Porcins, juin 2010</i>	<i>A. Egger</i>
<i>Prairies, n° 2/7, mai 2010</i>	<i>J.-P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 6/10, juin 2010</i>	<i>C. Deroin</i>
<i>Pomme, n° 1/6, juin 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 8/10, mai 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 2/6, mai 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

[Retour éditorial](#)

## Une fin de campagne plus favorable pour les blés français

***Malgré des perspectives de production plutôt optimistes pour la campagne 2010/2011, la campagne 2009/2010 se termine sur la hausse des cours céréaliers. Celle-ci s'explique par le rythme élevé des exportations de blé et de maïs français. Ce rythme résulte de l'effet conjugué d'un coût du fret plus élevé, favorisant nos exportations sur les destinations proches par rapport à la concurrence d'outre-Atlantique, et d'un taux de change euro/dollar en fort recul. Les stocks de report ont ainsi été révisés à la baisse pour ces deux produits. À l'inverse, les stocks d'orge et de blé dur sont très abondants, mais l'embellie actuelle des cours ne peut effacer le recul de leurs prix moyens de campagne par rapport à 2008/2009.***

La fin de la campagne de commercialisation des céréales n'est pas vraiment conforme aux prévisions. La modification rapide des taux de change de l'euro, en particulier le taux de change euro/dollar, se traduit par des prix à l'exportation plus favorables pour les pays européens. Ce nouveau souffle pour les exportations européennes entraîne une réévaluation à la baisse des stocks de fin de campagne 2009/2010.

Malgré des disponibilités abondantes en céréales, le rythme actuel des exportations de blé et de maïs leur ferait atteindre un niveau exceptionnel. D'après le dernier bilan de FranceAgriMer, les exportations de blé atteindraient 16,5 millions de tonnes (Mt), soit 50 % du total des utilisations françaises de blé, correspondant aux utilisations intérieures et aux exportations de grains et produits transformés. Les exportations de maïs dépasse-

raient 7,1 Mt, soit plus de 52 % du total des utilisations françaises. Ces records d'exportations n'étaient pas envisageables durant les six premiers mois de campagne.

Pour les graines oléagineuses, le début de la campagne 2009/2010 est marqué par le repli rapide des cours. Puis, la demande de la Chine en soja américain entraîne la hausse des cours mondiaux, couplée à celle exprimée en Europe pour la trituration. En moyenne de campagne 2009/2010, les cours des oléagineux reculent par rapport à 2008/2009 ; mais les cours mensuels des graines de colza rendu Rouen sont proches du niveau de mai 2008 et les cours des graines de tournesol sont nettement supérieurs.

Par ailleurs, les premières craintes de sécheresse sur les cultures européennes constituent un facteur supplémentaire de pression à la hausse des cours des céréales et oléagineux. Mais les

prévisions de disponibilités mondiales sont pour l'heure optimistes, tant en blé qu'en maïs, et les stocks globaux de fin de campagne 2010/2011 seraient quasiment identiques à ceux de 2009/2010.

### **Bilans mondiaux des céréales toujours assez lourds**

Les estimations de bilans mondiaux publiées le 20 mai par le Conseil international des céréales (Cic) confirment les précédentes.

La progression de la production mondiale de maïs 2009 n'a pas été suffisante pour satisfaire toute la demande. Le stock de report diminue de 5 Mt, mais le rapport stock/consommation atteint néanmoins 18 %. Pour la campagne 2010/2011, les prévisions du Cic tablent sur une nette progression de la production mondiale (+ 15 Mt) qui est toutefois insuffisante face à une consommation mondiale de 826 Mt. Le

stock mondial serait de nouveau en léger repli, de 4 Mt, et le rapport stock/consommation atteindrait 17 %. L'abondante production mondiale 2009 de blé aboutit à une progression du stock de report en juin 2010 de 28 Mt. La production mondiale 2010/2011 diminuerait par rapport à 2009/2010 (- 16 Mt), tout en étant supérieure à la consommation mondiale. Le stock mondial augmenterait de nouveau

(+ 6 Mt), ce qui laisse à penser que les cours mondiaux resteront modérés.

### Le rythme des exportations s'est accéléré depuis fin mars

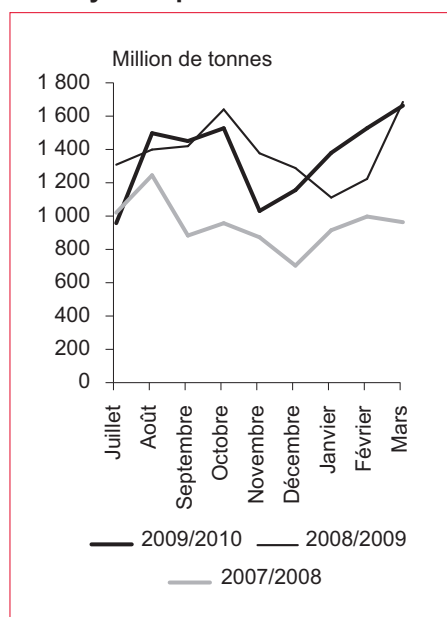
D'après les données issues des certificats d'exportations enregistrés par les instances européennes, les exportations françaises de blé tendre sur pays tiers dépassent désormais celles de la dernière campagne. En cumul au 18 mai, le nombre de certificats d'exportations de blé tendre est supérieur de 5 % au nombre de 2009 à la même date. En maïs, les certificats d'exportations délivrés en France sont supérieurs de 45 %.

Pour le blé français exporté hors Union européenne, la baisse du taux de change de l'euro par rapport au dollar est un facteur positif. En effet, depuis fin novembre, le taux de change euro/dollar a baissé de 15 %. Entre fin mars et fin mai, ce taux de change a reculé de 7 % chutant à son plus bas niveau depuis octobre 2006. Dans le même temps, le coût du fret céréalier a augmenté de 6 %. Ces éléments jouent en faveur de la compétitivité des exportations européennes et françaises vers les destinations africaines ou du Moyen-Orient.

### Les marchés français du blé dur et de l'orge sont moins dynamiques

Pour autant, les bilans ne sont pas tous modifiés par cette nouvelle donne des

### Les exportations de blé tendre sont dynamiques

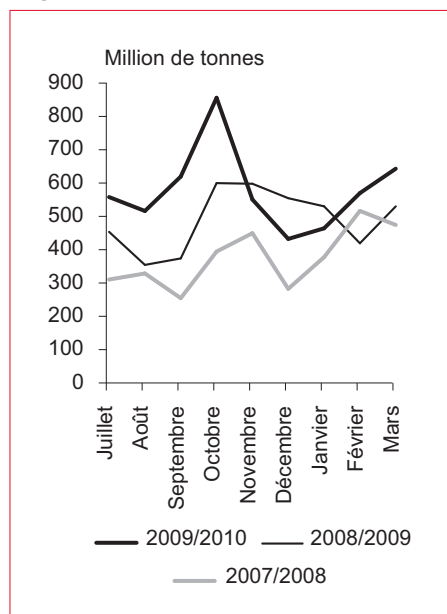


Source : DGDDI (Douanes)

### Bilans français : des stocks de blé moins lourds que prévu grâce au dynamisme des exportations

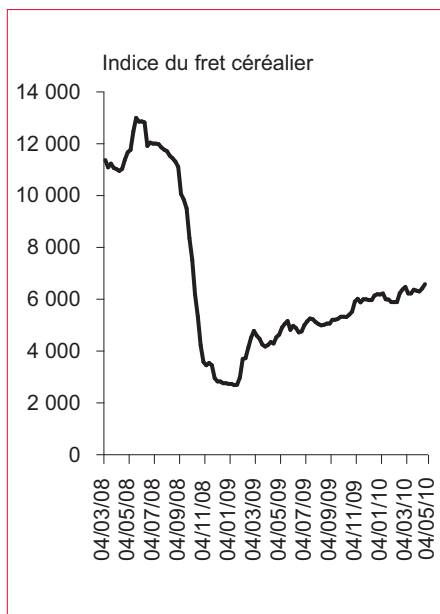
En France, les derniers bilans de campagne 2009/2010 réalisés par FranceAgriMer changent légèrement la donne pour le blé et le maïs. En effet, les stocks de report de juin 2010 sont revus à la baisse à 2,7 Mt en blé tendre (contre plus de 3,5 Mt prévus en avril) et à 2,6 Mt en maïs (contre 2,7 Mt prévus en avril). Ce sont des stocks importants, mais non excessifs. Cette révision des stocks est essentiellement due à l'augmentation des prévisions d'exportations. Elles égalaient le record de 2008/2009 en grains de blé et dépasseraient ce record en grains de maïs (+ 13 % par rapport à 2008/2009). En cumul mensuel fin mars, les exportations enregistrées par les Douanes mettent en évidence le dynamisme des échanges de blé et maïs. Les destinations principales ne sont pas les mêmes pour les deux types de grains : les pays tiers, en particulier l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne, pour le blé, et les pays européens pour le maïs, en particulier le nord de l'Europe.

### Les exportations de maïs dépassent celles de 2008/2009



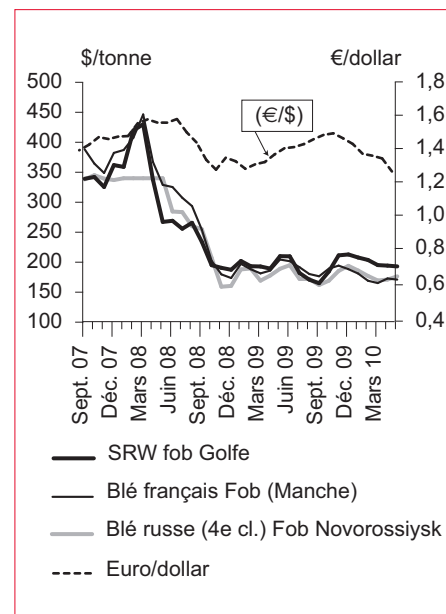
Source : DGDDI (Douanes)

### Reprise progressive du coût du fret céréalier



Source : Conseil international des céréales

### Baisse des prix des blés français exprimés en dollar



Source : FranceAgriMer

échanges. Les stocks de report en orge et blé dur seront très élevés en juin 2010. En blé dur, le stock de report dépassera de plus de 13 % le stock record de juin 2008. En orge, le stock de juin approchera 3,5 Mt, soit plus de deux fois le stock record de la dernière campagne.

### Récente reprise de la hausse des cours des céréales

À l'analyse de ces bilans, s'ajoute l'influence sur les marchés en cette période de l'année des aspects météorologiques en tant qu'élément prévisionnel des conditions de culture. Actuellement, aucune crainte ne s'exprime à propos des conditions de culture sur le continent américain. Au contraire, sur le continent européen, les conditions très humides à l'Est, les inondations en République Tchèque, Pologne et Slovaquie, et le temps très sec à l'Ouest, font craindre un amenuisement du potentiel de récolte en juin et un retard des semis de maïs.

Sous l'effet de ces différents facteurs, les cours des céréales sont de nouveau en hausse depuis avril. Mais celle-ci ne gommara pas les baisses importantes des cours de la campagne 2009/2010 par rapport à 2008/2009. Sur les marchés oléagi-

neux, les cours mondiaux sont toujours élevés mais la hausse des derniers mois se stabilise.

Sur le marché du blé, les évolutions sont différentes selon que les cotations sont exprimées en dollar ou en euro. Entre avril et mai, le prix du blé américain Soft red winter origine Golfe du Mexique baisse en dollar, mais augmente en euro, de même le blé français rendu Rouen. Cela traduit l'impact des évolutions des taux de change des deux monnaies.

À un mois de la fin de la campagne 2009/2010, le prix moyen de campagne du blé rendu Rouen s'élève à 120 €/t (- 19 % par rapport à 2008/2009). Pour le blé Soft red winter origine Golfe du Mexique, ce prix atteint 137 €/t (- 10 % par rapport à 2008/2009) et, pour le blé meunier russe de la Mer Noire, il s'élève à 125 €/t. Le blé français termine la campagne sur des prix compétitifs, après plusieurs mois de chute des cours sous l'effet de disponibilités abondantes à la vente pour libérer des espaces de stockage.

### Les prix moyens de campagne du maïs sont en baisse

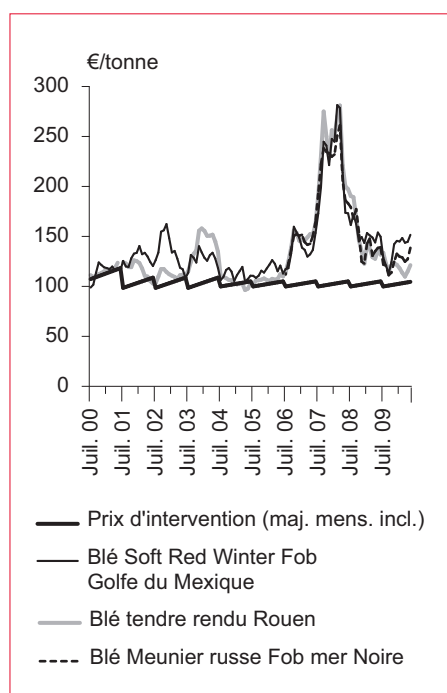
Sur le marché mondial du maïs, les

prix moyens de campagne du yellow corn origine Golfe du Mexique et du maïs argentin sont très proches (respectivement 121 €/t et 120 €/t). Par rapport à 2008/2009, le maïs américain a reculé davantage que le maïs argentin car l'abondance de la récolte sud-américaine a fait baisser les prix. Le prix moyen de campagne du maïs Fob Bordeaux s'élève à 131 €/t (- 11 % par rapport à 2008/2009), prix qui permet aux maïs français d'être compétitif sur le marché européen.

Le marché de l'orge a connu des prix très bas au cours de cette campagne en raison de disponibilités trop abondantes ne trouvant pas de débouchés pour l'alimentation animale. Le prix moyen de campagne de l'orge rendu Rouen est inférieur au prix d'intervention à 96 €/t, malgré le million de tonnes déjà proposé à l'intervention. Cependant sous l'influence du marché du blé, les cours entament depuis un mois une légère remontée.

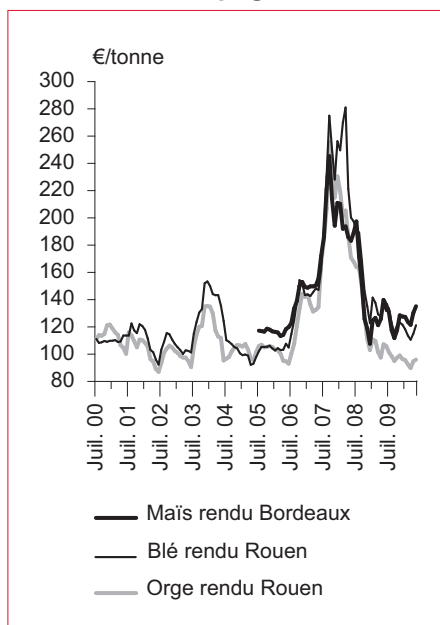
Le prix moyen de campagne du blé dur rendu La Nouvelle s'établit à 174 €/t (- 24 % par rapport à 2008/2009). Durant une grande partie de la campagne, les cours se sont repliés de façon continue. Mais, depuis un mois, les conditions météorologiques très

### Les blés européens très compétitifs sur le marché mondial



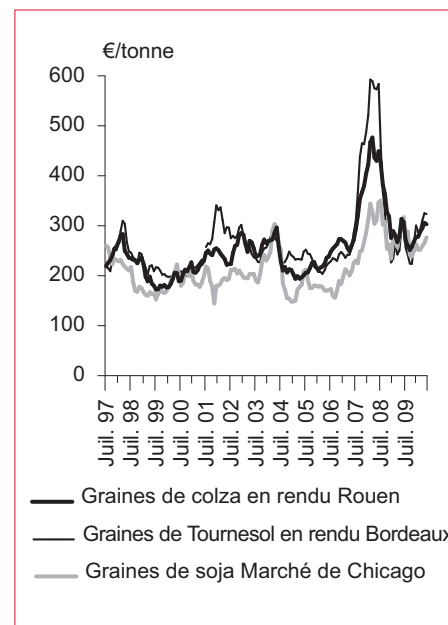
Sources : FranceAgriMer, La Dépêche

### Les cours des céréales françaises retrouvent un peu de vigueur sur la fin de campagne



Sources : La Dépêche, Le Petit Meunier

### Prix relativement élevés pour les graines oléagineuses



Source : La Dépêche

sèches dans les régions de production entraînent une hausse sensible des cours du blé dur, les quantités disponibles restant toutefois encore élevées.

### **Les prix des oléagineux se stabilisent en fin de campagne**

La campagne de commercialisation 2009/2010 des graines oléagineuses se caractérise par des cours très volatils. La trituration mondiale de graines augmente au cours de cette campagne (+ 4 % par rapport à 2008/2009 selon le « département de l'agriculture » des États-Unis (USDA)) et les importations chinoises progressent de près de 9 %. Le stock mondial en graines

augmente mais, en huiles, il diminue en raison d'une consommation mondiale en hausse de près de 6 %. Cela explique la hausse des prix mondiaux constatée à partir de fin 2009 jusqu'à fin avril.

Les cours des graines de colza et tournesol ont suivi cette tendance mondiale. Il n'empêche que le mouvement de baisse des cours de la fin de la campagne 2008/2009 et du début de la campagne 2009/2010 fut tel que, sur l'ensemble de la campagne 2009/2010, le prix moyen des graines françaises recule par rapport à la dernière campagne. Le prix moyen de campagne des graines de colza rendu

Rouen se situe à 278 €/t (- 13 % par rapport à 2008/2009) et le prix moyen de campagne des graines de tournesol rendu Bordeaux dépasse 277 €/t (- 5 % par rapport à 2008/2009). Il faut toutefois nuancer ces baisses car fin mai, le prix moyen mensuel des graines de colza n'est inférieur à celui de mai 2009 que de 3 % et celui des graines de tournesol est en progression de 8 %.

Le constat est identique à propos du prix moyen du pois achat Marne qui présente une baisse de 9 % par rapport à la campagne 2008/2009, mais progresse de 4 % par rapport à mai 2009.

### **Sources et définitions**

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2008/2009) et prévisionnels (2009/2010) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche - Le Petit Meunier.
- Les données du commerce extérieur sont fournies par les douanes françaises (DGDDI).

### **Pour en savoir plus**

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Hausse des céréales à paille, malgré une chute de la sole d'orge, et surfaces des protéagineux en forte augmentation », Infos rapides Grandes cultures n° 3/10, mai 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Prix bas pour le blé et l'orge, prix relativement élevés pour les oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/108, avril 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/104, mars 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Accroissement de la volatilité sur les marchés mondiaux des céréales et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2010/99, janvier 2010

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Pomme de terre

Synthèse juin n° 2010/114

Retour éditorial

## Campagne 2008/2009 de pomme de terre : production française et commerce extérieur en léger retrait

**A**u cours de la campagne 2008/2009, la production en France de pomme de terre a atteint sept millions de tonnes. Elle est en léger retrait par rapport à la campagne précédente sous l'effet conjugué de surfaces et de rendements en diminution, mais reste en légère augmentation par rapport à la production moyenne des cinq dernières campagnes. Malgré des exportations en augmentation vers l'Espagne, qui reste notre principal client, les exportations sont en léger recul pour la campagne 2008/2009. Néanmoins, le taux de couverture reste encore favorable, bien qu'en diminution par rapport à la campagne précédente. En ce début de campagne 2009/2010, les prix de la pomme de terre dans l'Hexagone sont orientés à la baisse, après une bonne campagne 2008/2009 où ils avaient atteint un niveau proche des prix moyens des cinq dernières campagnes.

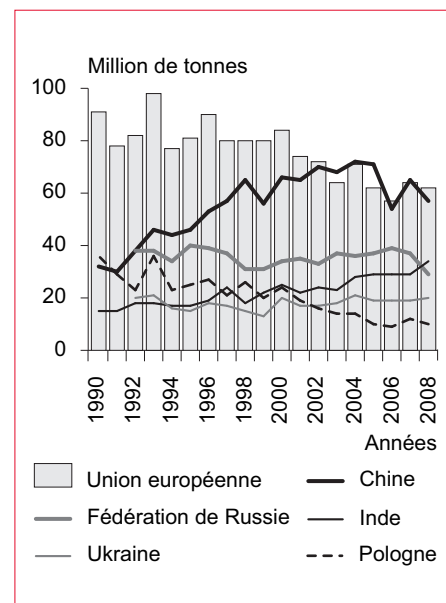
### La Chine est devenue le premier producteur mondial de pomme de terre

Jusqu'au début des années 90, la culture de la pomme de terre se concentrait en Europe, en Amérique du Nord et en CEI (ex-URSS). Mais depuis 2005, les pays en développement en produisent davantage que les pays développés. Ainsi, en 2008, la production des pays en développement représente 53 % des 314 millions de tonnes (Mt) mondiales de pomme de terre, selon la FAO (Food and agriculture organisation). Depuis 1992, la production mondiale a progressé de 12 %. Toutefois, les évolutions ont été différentes selon les pays producteurs. La Chine est passée de 38 Mt en 1992 à 57 Mt en 2008 (18 % de la production mondiale), soit une progression de

51 %, devenant ainsi le premier producteur mondial de pomme de terre, à la place de la Fédération de Russie qui perd 25 % durant la même période, et

*Les pays en développement (PED) se définissent par opposition aux pays développés. Les pays développés, qui font référence au développement économique, comprennent les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays de l'Europe de l'Est, de l'Europe centrale et de la CEI (Communauté des états indépendants). L'ensemble des pays qui ne font pas partie de ces pays développés sont classés dans les PED.*

### Diminution de la production européenne



Source : FAO



régresse au troisième rang des producteurs de pommes de terre. L'Inde connaît la plus forte progression sur cette période (+ 89 %), passant du sixième rang des pays producteurs en 1992, au deuxième rang en 2008. À l'inverse, la production de l'Union européenne baisse de 27 % depuis 1992, pour atteindre 62 millions de tonnes en 2008. Cette diminution importante est essentiellement due à la Pologne, dont la production de 23 millions de tonnes en 1992, qui représentait plus du quart de celle de l'Union européenne, est passée à 10 millions de tonnes en 2008, ne pesant plus que 17 %.

### En France, la pomme de terre de conservation représente les trois quarts de la production totale de pommes de terre

Avec sept millions de tonnes produites lors de la campagne 2008/2009, la France est le quatrième producteur européen de pomme de terre en volume. Sa production baisse de 5 % par rapport à la campagne 2007/2008, et représente 11 % des 62 millions de tonnes produites dans l'Union européenne, l'Allemagne étant au premier rang avec une récolte de 10,7 millions de

tonnes, devant la Pologne et les Pays-Bas (respectivement 10,5 Mt et 7 Mt).

La pomme de terre de conservation est la plus cultivée en France. Elle comprend la pomme de terre de consommation en frais et la pomme de terre transformée, l'ensemble étant destiné à la consommation humaine. La production s'élève à cinq millions de tonnes pour la campagne 2008/2009, soit 73 % de la récolte totale de pomme de terre. Elle est en augmentation de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes qui s'élève à 4,8 millions de tonnes. La récolte de pomme de terre de féculerie est de 1,2 million de tonnes pour la campagne 2008/2009, en baisse de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Enfin, 170 000 tonnes de pomme de terre primeur ont été produites lors de cette campagne, dans les différentes régions françaises de production. Sur 156 000 hectares de pomme de terre en France, 111 000 hectares sont plantés en pomme de terre de conservation et 23 000 hectares en pomme de terre de féculerie. Malgré les surfaces plantées qui ont diminué de 3 % par rapport aux dix dernières campagnes

(1999-2009), la hausse des rendements a permis d'obtenir aujourd'hui une progression de 4 % de récolte sur la même période. En 2009, la France compte environ 25 000 producteurs de pomme de terre.

### Les régions du nord concentrent la production française de pomme de terre

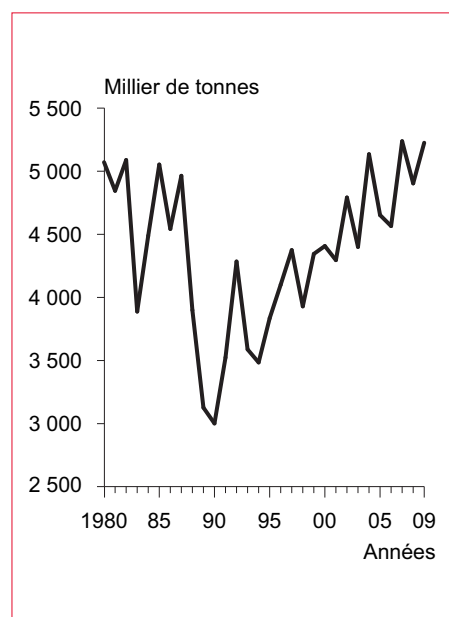
Le Nord-Pas-de-Calais est la première région productrice de pomme de terre de conservation. Elle représente aujourd'hui 38 % de la production française devant la Picardie (23 %). Ces deux régions occupent également une place importante dans les approvisionnements destinés à l'industrie. La Beauce et la Champagne sont les deux autres territoires importants, plus orientés vers le marché du frais. La pomme de terre primeur est issue des différents bassins de production que sont le Val de Loire, la Bretagne, le Bassin Rhône Méditerranée, le grand Sud-Ouest et la Normandie.

### Une campagne industrielle en demi-teinte

Selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT), l'approvisionnement des industriels français a atteint 1,07 Mt de pomme de terre pour la campagne 2008/2009, contre 1,15 Mt pour la campagne précédente, soit une baisse de 6,8 %. En termes de débouchés, deux tiers des pommes de terre entrées en usine sont transformés en produits surgelés. Grâce à ces derniers, la consommation apparente des produits finis à base de pomme de terre, correspondant à la production et aux importations diminuées des exportations, continue à augmenter, tous circuits de consommation confondus.

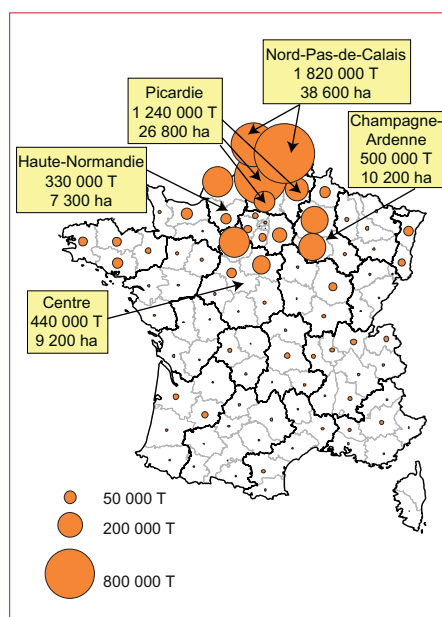
Dans le secteur féculerie, 1 430 producteurs ont emblavé 22 850 hectares au cours de la campagne 2008/2009. Au total, 1 047 milliers de tonnes de pomme de terre (contre 1 146 en 2007/2008) ont été travaillées, pour produire 243 milliers de tonnes de féculerie (contre 264 en 2007/2008). Pour la campagne 2009/2010, en cours d'achèvement, la production de féculerie

### La production française de pommes de terre de conservation suit une tendance à la hausse



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

### La production de pommes de terre se concentre dans le Nord



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

ferait une bonne campagne avec 251 milliers de tonnes. Toutefois, on note une évolution à la baisse encore jamais vue du marché de la féculé, due à des stocks qui s'accumulent dans l'Union européenne et à une demande du secteur papetier en nette diminution. Sur le plan économique, la filière a obtenu de façon officielle le maintien d'une aide spécifique à la féculé, jusqu'en 2012.

### Les exportations françaises se maintiennent à un haut niveau pour la campagne 2008/2009...

Avec trois millions de tonnes exportées lors de la campagne 2008/2009 (y compris les pommes de terre transformées exprimées en équivalent pommes de terre fraîches), la France est le troisième exportateur européen de pomme de terre, derrière les Pays-Bas (5 Mt) et l'Allemagne (4,6 Mt). Les exportations françaises de pomme de terre sont en baisse de 1 % par rapport à la campagne record 2007/2008, mais en augmentation de 14 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Durant la campagne

actuelle, les exportations de pomme de terre vers l'Espagne sont en progression de 146 milliers de tonnes par rapport à la précédente campagne. L'Espagne représente un peu plus d'un tiers des exportations françaises de pomme de terre (870 milliers de tonnes, soit 38 %), et maintient de loin sa place de premier client. L'Italie est le deuxième pays importateur de nos pommes de terre avec 459 Mt (- 44 Mt par rapport à la campagne 2007/2008). Viennent ensuite le Portugal avec 327 Mt et la Belgique avec 298 Mt. La pomme de terre de conservation représente 72 % du total des exportations de pomme de terre pour la campagne 2008/2009, soit 1,9 Mt. Elle est en augmentation de 6 % par rapport à la campagne précédente, et de 22 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La quasi-totalité des exportations (96 %) est destinée aux pays de l'Union européenne. Pour l'industrie de transformation, dont les exportations représentent 22 % de l'ensemble des exportations de pomme de terre, les principaux clients sont l'Italie (31 %), l'Espagne (21 %) et les Pays-Bas (19 %).

### ... alors que les importations sont en très légère baisse

Les importations en volume sont en baisse de 1 %, et restent nettement inférieures aux exportations. Sur la campagne 2008/2009, les importations s'élèvent à 1,8 Mt. La pomme de terre transformée représente 75 % des importations, soit deux points de plus que pour la campagne précédente. Suit la pomme de terre de conservation, avec 23 % des importations.

Le taux de couverture en volume est de 147 % en 2008/2009, contre 148 % en 2007/2008 pour l'ensemble des pommes de terre, transformée et non transformée. Cependant, il est contrasté entre la pomme de terre de conservation et la pomme de terre transformée, avec des valeurs respectives de 480 % et 43 %. Le déficit du taux de couverture, constaté sur les échanges de pomme de terre transformée, qui avait tendance à fluctuer autour de 50 % depuis plusieurs campagnes, s'accroît fortement (- 9 points par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes).

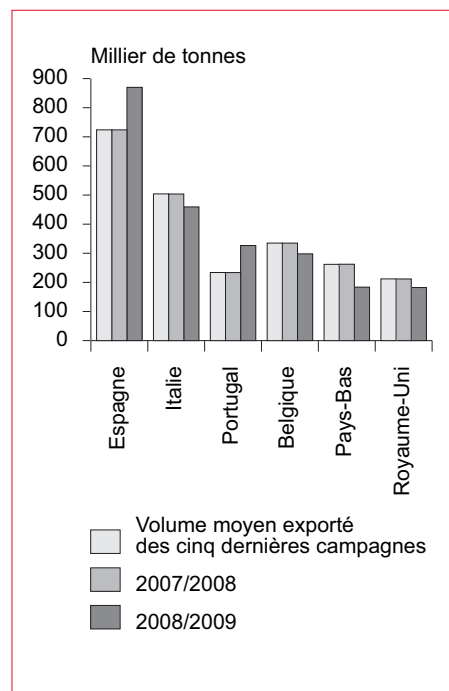
Si le bilan de la campagne 2008/2009 est donc encore bon en volume, il est moins positif en valeur, puisque l'excédent s'élève à 46 millions d'euros (M€), contre 65 M€ pour la campagne 2007/2008, avec un taux de couverture de 108 %, en baisse de 3 points.

Toutefois, la tendance générale sur les dix dernières campagnes, pour l'ensemble des pommes de terre, reste plutôt à l'augmentation de l'excédent, en volume et en valeur.

### Les prix remontent légèrement pour la campagne 2008/2009, mais sont décevants au début de la campagne 2009/2010

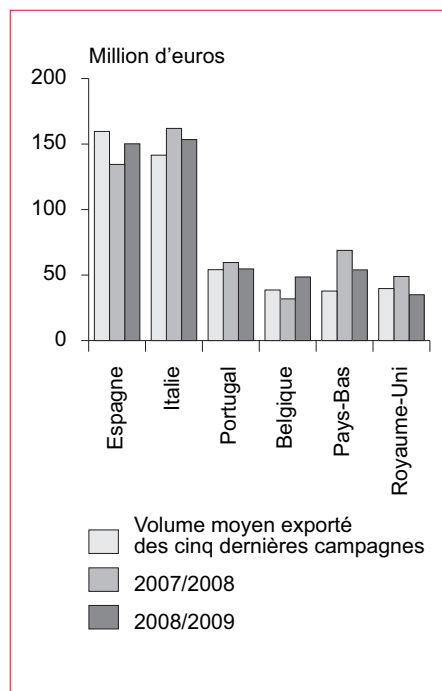
Selon l'indice Ippap, le prix de la pomme de terre pour la campagne 2008/2009 est remonté légèrement au-dessus du niveau de la campagne précédente. Il est supérieur de 11 points (+ 9 %) à celui de la campagne 2007/2008 dont les prix avaient perdu 39 points par rapport à la campagne record de 2006/2007. Il est supérieur de seulement 4 % à l'indice moyen des cinq dernières campagnes.

### Hausse des volumes exportés, vers la péninsule ibérique



Source : DGDDI (Douanes)

### L'Italie reste le meilleur client en valeur

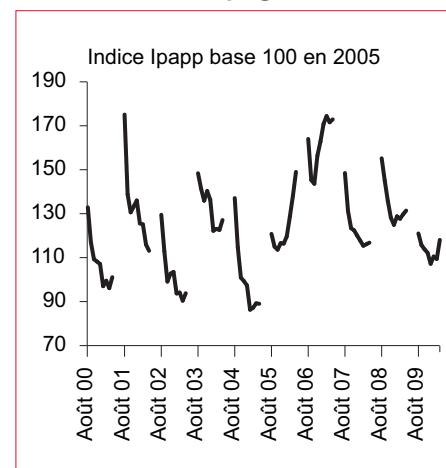


Source : DGDDI (Douanes)

Le prix moyen de la campagne 2008/2009 de la bintje – calibre 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie, et principale variété produite en France – est supérieur de 7 % à celui de la campagne précédente, mais reste cependant en retrait de – 13 % par rapport au prix moyen des cinq dernières campagnes. Dans le même temps, la production de la campagne 2008/2009 était plus faible qu'en 2007/2008 (– 5 %). Sur le marché volatil de la pomme de terre, avec une production plus faible qui favorise des prix plus élevés, et inver-

sement. Depuis le début de la campagne 2009/2010, les cours de la pomme de terre de conservation sont plutôt défavorables. En effet, la tendance est à la baisse, et le prix moyen de la bintje d'août 2009 à avril 2010 est de 12,90 €/q contre 15,50 €/q pour la même période de la campagne 2008/2009. Toutefois, on assiste en avril 2010 à un raffermissement du prix (16,50 €/q), dû en partie à une augmentation de la demande de la part des pays de l'Est, qui incitent les producteurs à se montrer plus résistants sur les prix.

### Prix à la hausse pour la campagne 2008/2009 mais décevants en début de campagne 2009/2010



Sources : Agreste, Insee

### Sources et définitions

- Statistique agricole annuelle
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
- Groupement national interprofessionnel des semences et plants
- Comité interprofessionnel de la pomme de terre
- DGDDI : données de commerce extérieur
- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.
- Pour définir le prix de la pomme de terre, on utilise la bintje, qui est la principale variété de pommes de terre produites en France. Son calibre principal est de 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie.

### Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures - Betterave et Pomme de terre » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi les publications Agreste Conjoncture :

- « Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés », Agreste Conjoncture n° 2009/58, janvier 2009
- « Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix », Agreste Conjoncture n° 2008/26, juin 2008
- Infos rapides Grandes cultures et fourrages

Les données des bilans d'approvisionnement sont également disponibles dans l'espace « Données en ligne - Bilans d'approvisionnement Pomme de terre ».

## Retour éditorial

### Marchés viticoles : une demande plus dynamique

**L**e secteur viticole connaît toujours une conjoncture délicate mais certains indicateurs attestent de la poursuite de l'amélioration entrevue fin 2009. La demande intérieure devient plus dynamique tant pour les vins AOP que pour les vins hors AOP. Les exportations de vins tranquilles AOP sont en baisse en cumul de campagne mais le premier trimestre 2010 est meilleur que 2009. Les prix des vins poursuivent le repli entamé en 2008/2009.

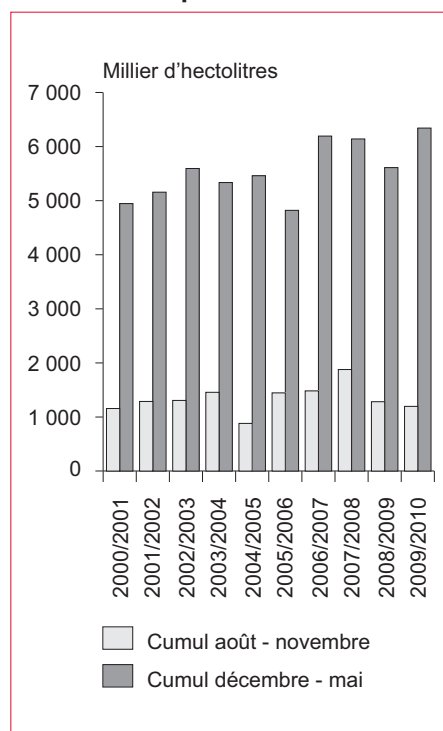
La campagne 2009/2010 a connu un début plutôt délicat en raison de disponibilités en hausse pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP) avec de fortes baisses de prix à la production. Pour les vins hors AOP, les disponibilités de début de campagne sont en baisse de 4 % avec des prix en légère hausse mais une consommation faible.

Depuis fin 2009, les indicateurs sur la consommation sont plus encourageants comparés à la situation de la dernière campagne. Les dernières données du premier trimestre 2010 éclairent la situation contrastée entre vins AOP et vins hors AOP.

#### Ventes en vrac de vins hors AOP mieux orientées qu'en 2008/2009

Après 41 semaines de campagne, les données cumulées de ventes en vrac de vins hors AOP – vins avec indication géographique protégée (IGP) et vins sans IG – sont plus dynamiques

#### Les ventes en vrac de vins IGP accélèrent depuis décembre



Source : FranceAgriMer

que lors de la campagne 2008/2009. Dans l'ensemble, les vins hors AOP sont en nette progression par rapport aux faibles volumes de ventes de 2008/2009 et légèrement en dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes (respectivement + 9 % et - 2 %). Ce sont les ventes de vins IGP qui sont les plus dynamiques avec des volumes supérieurs de 7 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. Pour les vins sans IG, les volumes sont supérieurs à ceux de 2008/2009 mais désormais nettement inférieurs au niveau moyen des cinq dernières campagnes (+ 9 % et - 22 %) en relation aussi avec une baisse tendancielle de la consommation de ce type de vins.

#### La consommation de vins AOP progresse

Selon la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), la consommation française de vins AOP

entre le début de la campagne et février 2010 augmente de 8 % par rapport à la même période de la campagne 2008/2009, mais ne parvient pas à rattraper le retard de 3 % pris sur la consommation moyenne des cinq dernières campagnes. En vins IGP et sans IG, la consommation diminue très légèrement par rapport à 2008/2009 (- 2 %).

La consommation française, tous vins confondus, repart à la hausse par rapport au bas niveau de 2008/2009 (+ 3 %). Depuis une vingtaine d'années, une tendance générale en France oriente la consommation des vins hors AOP vers les AOP. Pour autant, depuis trois campagnes, la consommation de vins AOP marque un palier. Actuellement, la consommation des vins d'appellation est encore assez éloignée des niveaux connus avant 2008/2009. Le volume moyen sur les cinq dernières campagnes, tous vins confondus, atteint 31,9 Mhl contre 30,5 Mhl pour 2009/2010, dans le prolongement de la tendance actuelle.

### Les exportations françaises de vins restent dans une conjoncture fragile

Les exportations françaises de vins marquent un repli par rapport aux campagnes antérieures. Par rapport aux

cinq dernières campagnes, le cumul des exportations de l'ensemble des vins AOP des huit premiers mois de campagne 2009/2010 diminue de 10 %. Le recul est nettement moins important par rapport à la dernière campagne (- 1 %) pour laquelle les volumes exportés étaient déjà faibles.

Par ailleurs, en ne prenant en compte que le premier trimestre 2010, les volumes exportés de l'ensemble des vins AOP augmentent nettement (+ 9 % avec un peu moins de 4 millions d'hectolitres), essentiellement grâce à l'amélioration des exportations de champagnes sur les trois premiers mois 2010 (+ 40 %), les AOP de vins tranquilles ne progressant que de 6 %. Les exportations de champagnes des huit premiers mois de campagne repartent à la hausse par rapport au bas niveau de 2008/2009 (+ 2 % avec plus de 0,6 Mhl) mais sont encore loin de rattraper les niveaux antérieurs (- 10 % par rapport à la moyenne qui dépasse 0,7 Mhl).

Les données de consommation intérieure et de demande extérieure augmentent ou sont en voie de stabilisation. Le facteur prix continue de s'ajuster pour favoriser la reprise de la demande.

### Les prix des vins AOP toujours en repli par rapport à 2008/2009

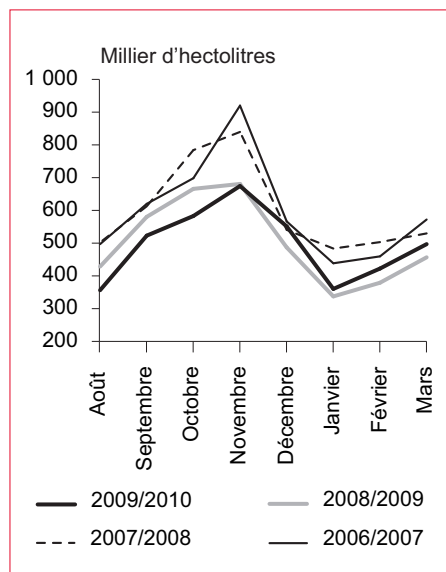
D'après les contrats d'achats de FranceAgriMer, le prix moyen des vins hors AOP diminue par rapport à 2008/2009 (- 2 %). Cette diminution s'explique essentiellement par les évolutions très chahutées des prix des vins blancs sans IG (- 24 %). Les vins rouges et rosés bénéficient de prix plus favorables avec une progression du prix moyen (+ 2 % par rapport à 2008/2009). Les prix les plus dynamiques sont ceux des vins rouges et rosés sans IG (+ 7 %).

Les prix des vins AOP restent moins favorables que lors des deux dernières campagnes. D'après l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), le recul s'établit à 8 % par rapport à l'indice moyen de 2008/2009 sur la période août-avril. Ce constat est nuancé par rapport à l'indice moyen d'avril constaté lors des quatre dernières campagnes (seulement - 2 %).

Les reculs les plus marqués sont relevés sur les appellations de Bourgogne et de Bordeaux (- 18 % et - 7 % par

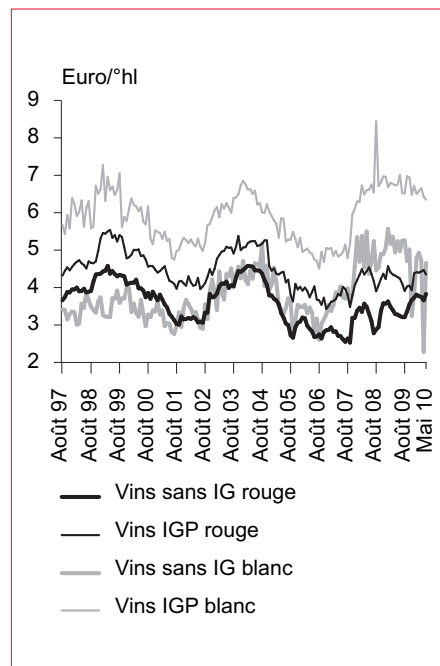
### Prix à la production des vins AOP inférieurs aux deux dernières campagnes

### Les exportations de l'ensemble des vins AOP se stabilisent

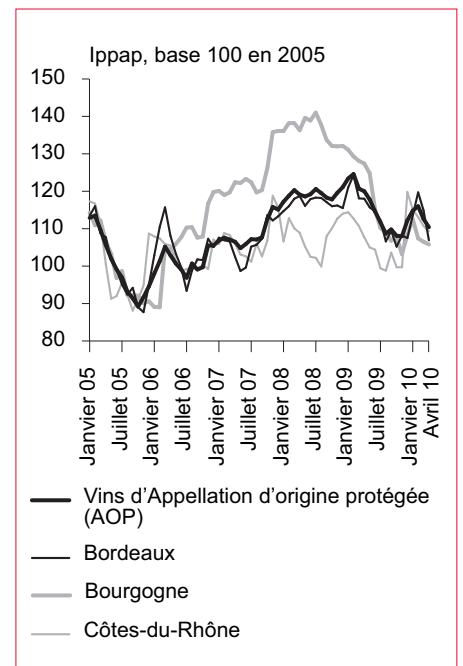


Source : DGDDI (Douanes)

### La hausse des prix des vins sans IG rouges se poursuit



Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats



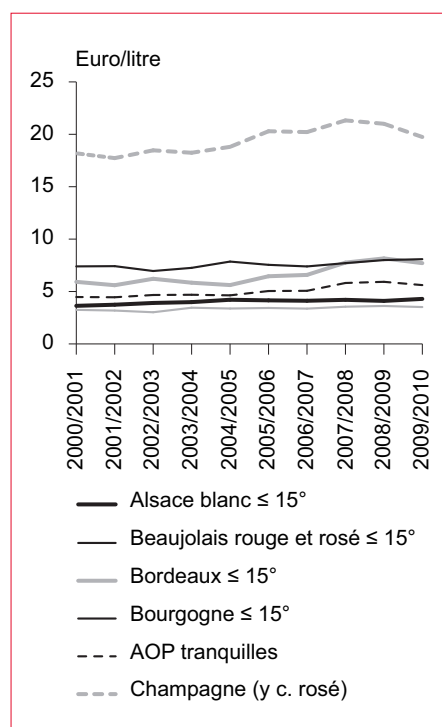
Source : Insee

rapport à 2008/2009). Pour les Côtes-du-Rhône, l'indice se situe plus au niveau de l'indice moyen des vins AOP.

Les prix à l'exportation des vins AOP s'ajustent également à la baisse par rapport à 2008/2009. Sur l'ensemble des vins AOP tranquilles, la baisse atteint 5 % par rapport à 2008/2009. Cela fait suite à plusieurs campagnes de hausse ce qui explique que sur la moyenne des cinq dernières campagnes, les prix actuels à l'exportation soient relativement plus favorables (+ 2 %). Les vins d'appellations de Bourgogne et d'Alsace ne bénéficient que d'une faible hausse de leur prix à l'exportation (+ 1 % et + 5 % par rapport à 2008/2009).

Les prix à l'exportation des vins de Champagne se replient nettement par rapport aux niveaux élevés des cinq dernières campagnes (- 3 %).

### Vins AOP : prix moyens à l'exportation relativement favorables



Source : DGDDI (Douanes)

### Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par FranceAgriMer sur [www.onivins.fr/](http://www.onivins.fr/)
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/)
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI).

### Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Marchés viticoles : des signes encourageants à confirmer », Synthèse Viticulture n° 2010/106, mars 2010
- « Vive concurrence pour les exportations de vins dans le monde », Synthèse Viticulture n° 2010/101, janvier 2010
- « La campagne viticole 2009/2010 démarre difficilement », Synthèse Viticulture n° 2009/97, décembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47,3 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5, novembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 47 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 4, octobre 2009
- « Le bilan de la campagne viticole 2008/2009 est très mitigé », Synthèse Viticulture n° 2009/84, septembre 2009
- « Un potentiel de récolte estimé à 48 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 3, septembre 2009

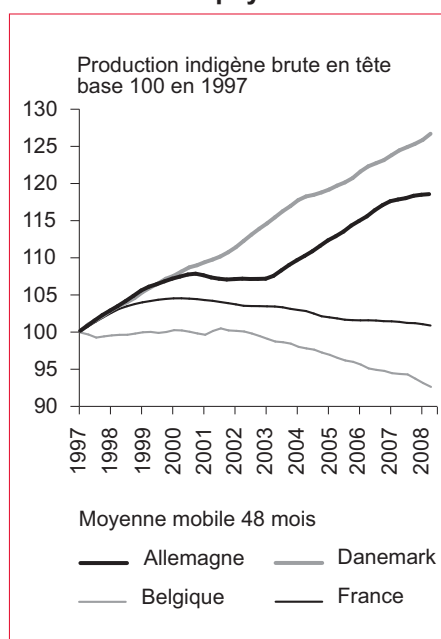
[Retour éditorial](#)

## Vers une disparition du cycle du marché du porc ?

**L**e marché du porc est peu régulé, avec un ajustement par le prix entre offre et demande. À long terme, les tendances de production diffèrent davantage que les tendances de prix d'un pays européen à l'autre. À moyen terme, un phénomène cyclique se met en place faute d'une adaptation immédiate de la production. Au cours de la dernière décennie, le cycle du porc est en perte de régularité et d'ampleur, autant en France que dans l'Union européenne à 15. D'une part, la concentration et la spécialisation de la production française engendrent une moindre fragilité vis-à-vis des prix, expliquant en partie la faible variabilité de la production. D'autre part, le prix est moins réactif aux variations de production et son faible niveau n'est justifié ni par l'offre ni par la demande. Les éleveurs français rencontrent des difficultés pour répercuter les variations de coûts de production.

L'organisation commune de marché pour la viande porcine, mise en place en 1967, comprend des mécanismes de régulation. Cependant, ces derniers restent limités. Des interventions publiques, telles que des aides au stockage privé, sont menées dans le but de lutter contre des situations exceptionnelles telles que les crises sanitaires. Les dépenses communautaires allouées au secteur porcin ont toujours été très modestes (moins de 0,4 % en 2007), au vu de l'importance de l'activité en termes de production agricole au niveau européen (environ 8 % de la valeur de la production agricole en 2007). En dehors de ces interventions, le prix du porc charcutier est le résultat de la confrontation de l'offre et de la demande. Néanmoins, le marché européen est protégé de l'offre et de la demande mondiale par les restitutions et les droits de douane.

### Des tendances de production différentes d'un pays à l'autre



Source : Eurostat

### À long terme, les orientations de production divergent entre pays européens

Malgré la présence d'un marché unique pour le porc, il semblerait que les États membres de l'Union européenne à 15 ne partagent pas les mêmes orientations de production à long terme. En effet, les tendances de production sont très différentes d'un pays à l'autre. La tendance des productions allemande et danoise est à la hausse tandis que celle de la France et de la Belgique est à la baisse depuis 2001.

Le dynamisme allemand repose sur une importante demande interne, des coûts d'abattage peu élevés et une situation géographique de choix au sein de l'Union européenne depuis le dernier élargissement. Le Danemark bénéficie également de divers atouts

compétitifs expliquant la croissance de la tendance de production : les performances techniques, la maîtrise de la pollution, l'organisation de la production autour de deux coopératives d'abattage et une spécialisation dans l'activité de naisage. Mais dernièrement le développement de la production ralentit. Le phénomène pourrait s'expliquer par l'importance des exportations dans les débouchés danois et, de ce fait, la dépendance du pays vis-à-vis de la situation économique de ses partenaires. Il semble se développer un flux de porcelets du Danemark vers l'Allemagne. En effet, la Pib danoise en poids est influencée à la baisse et celle en tête à la hausse. L'inverse se produit en Allemagne.

La France est le seul pays, parmi les principaux producteurs porcins de l'Union européenne à 15, dont la production est en diminution depuis 2001. L'accroissement des performances d'élevage ainsi que la hausse de la prolificité ne compensent pas la réduction du nombre de truies. La production porcine belge, septième dans l'Union européenne à 15, suit une tendance baissière encore plus accentuée que celle de la France. Malgré l'importante différence de taille entre les cheptels français et belge, les deux pays sont touchés par le même ralentissement.

### Tendances de prix du porc similaires parmi les pays de l'Union européenne à 15

En ce qui concerne les tendances de prix, les différences nationales sont moins importantes. Même si l'amplitude des prix diffère, le signe des variations est le même dans l'ensemble, à l'exception de l'Allemagne qui semble se démarquer des autres États membres de l'Union européenne à 15, avec des prix non corrélés à d'autres séries de prix européens. Les prix français sont corrélés aux prix danois et belges.

Ainsi à long terme, deux phénomènes se dégagent. D'une part, les productions sont plus homogènes que les prix. Ceci n'est pas particulier au marché du porc. D'autre part, des évolutions de production divergentes d'un pays européen à l'autre aboutissent à des évolutions de prix similaires.

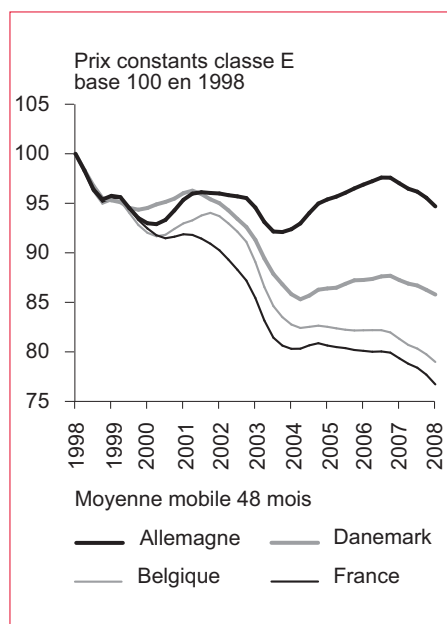
### Le marché du porc est de moins en moins cyclique en France et dans l'Union européenne à 15

Le marché du porc est réputé cyclique. Dans le cadre d'un cycle, la production ne s'éloigne pas durablement de la demande grâce à un ajustement des prix. Un cycle complet correspond aux

enchaînements suivants. Une production faible entraîne une hausse des prix et une augmentation de la rentabilité de la production. Celle-ci tend à s'accroître. Par conséquent, les prix chutent et suscitent une détérioration de la rentabilité qui se traduit par une nouvelle baisse de la production.

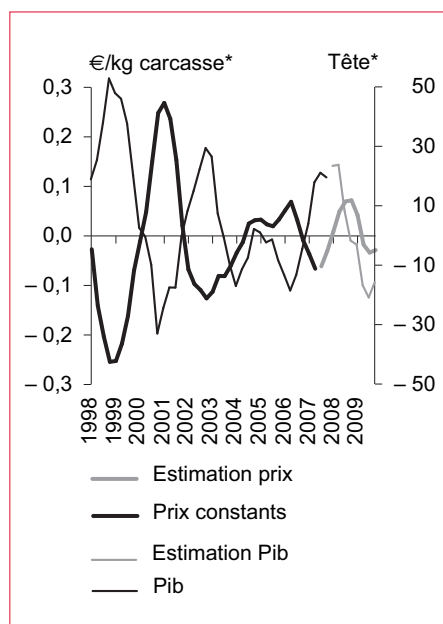
Pour étudier les cycles français et européen, les écarts à la tendance de la production et du prix sont utilisés. Entre 1998 et 2009, il est possible d'identifier cinq périodes. Au cours de la première période, qui s'étend de 1998 à 2001, un cycle se déroule. Celui-ci est affecté par un épisode de peste porcine aux Pays-Bas. Les exportations néerlandaises sont interdites et les pays de l'Union européenne, notamment la France, réagissent par un accroissement de leur production. En 1998, la réouverture des marchés néerlandais précipite la hausse de production. Suit une période de trois ans s'apparentant à un cycle mais dont les oscillations, notamment celles du prix, sont moins marquées que lors du cycle précédent. Entre 2004 et 2006, la production et le prix français présentent des écarts de même signe par rapport à leur tendance. Ainsi quand en début de période la production est supérieure à sa tendance, le prix l'est également. Ce type de situation est contraire au

### Forte corrélation entre prix nationaux, à l'exception du cas allemand



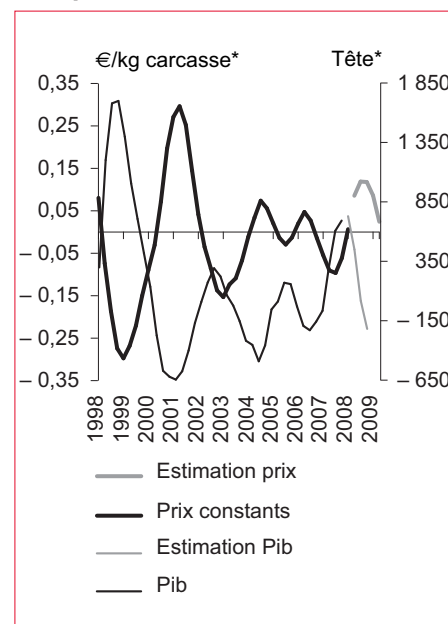
Source : Eurostat

### Atténuation du cycle du porc en France...



\* En écart à la tendance.  
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### ...ainsi que dans l'Union européenne à 15



\* En écart à la tendance.  
Source : Eurostat



phénomène cyclique. Au niveau de l'Union européenne à 15, cette période ne présente pas une telle anomalie : production et prix évoluent en sens opposé. De 2006 à début 2008, les situations française et européenne sont de nouveau concordantes : le prix recule du fait d'une variation positive de la production par rapport à sa tendance. Pour les années 2008 et 2009, les tendances ont été prolongées afin de calculer les écarts de production et de prix autour de celles-ci. Ces estimations font apparaître une situation particulière.

En effet, prix et production affichent des variations de même signe autour de leur tendance en France, à partir du quatrième trimestre 2008, et dans l'Union européenne à 15, dès le troisième trimestre 2008.

À la différence du long terme, les variations de moyen terme de prix et de production observées en France et dans l'Union européenne à 15 sont comparables. À l'exception de la période 2004-2006, les variations françaises et européennes sont systématiquement corrélées. Ces corrélations confirmeraient l'atténuation des cycles comme un phénomène européen et non une particularité du marché du porc français.

Le cycle étant un ensemble de réactions entre production et prix, il semble nécessaire d'étudier leur comportement afin d'appréhender les raisons de son atténuation, voire de sa disparition.

### La production porcine française est moins volatile...

La production porcine, exprimée en tête comme en poids, est de plus en plus stable à long terme comme à moyen terme en France. En effet, entre 1991 et 2000, la production s'est accrue de 2,7 % en tête et de 2,9 % en poids en moyenne chaque année tandis qu'entre 2000 et 2007, elle a reculé de 0,5 % en tête et de 0,2 % en poids en moyenne annuelle. Non seulement la tendance est moins prononcée mais les écarts autour de la tendance le sont aussi. De 1992 à 2007, les écarts sont en forte diminution.

### ... grâce à la concentration et la spécialisation

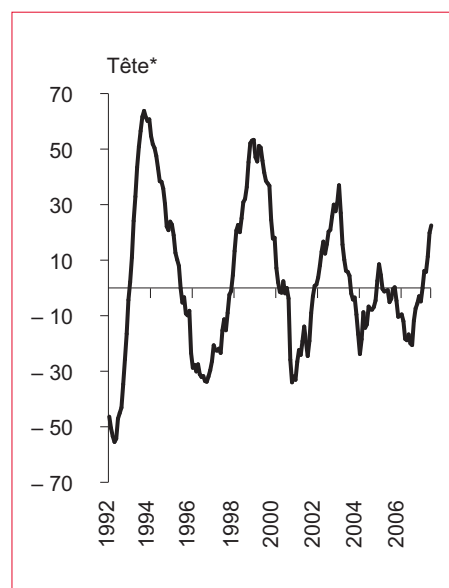
Le recul du nombre d'exploitations porcines françaises peut être un des facteurs de la stabilisation de la production porcine. Entre 2000 et 2009, le nombre d'exploitations a été divisé par deux.

Cette diminution a majoritairement concerné les petites exploitations. En effet, la baisse n'atteint que 6 % pour les exploitations de 1 000 porcs et plus sur la même période alors que leur cheptel s'est accru de 3 %. Ainsi les exploitations porcines sont moins nombreuses mais plus importantes. Par ailleurs, l'activité porcine est de plus en plus une activité à part entière. En effet, entre 2001 et 2008, la part des exploitations ayant pour activité dominante l'élevage porcin est passée de 42 % à 45 %. La concentration, l'agrandissement et la spécialisation des exploitations porcines peuvent se révéler comme autant de handicaps en termes d'adaptation aux attentes du marché que d'atouts en terme de compétitivité. En effet, ces exploitations ne peuvent pas changer d'orientation en fonction du cours du porc comme peuvent le faire des exploitations moins spécialisées. Mais elles peuvent améliorer leur compétitivité grâce à des économies d'échelle et par conséquent réduire leur fragilité face aux éventuelles baisses de prix.

### Le prix du porc est moins à l'écoute de la production...

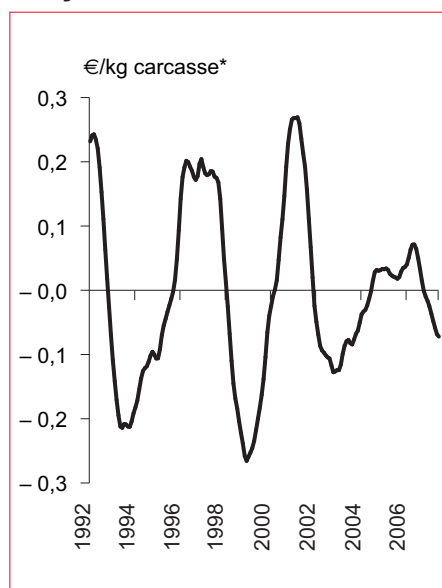
Le phénomène du cycle introduit une dépendance entre les variations du prix et de la production. La stabilité de la production devrait engendrer une diminution de la volatilité des prix. Mais ceci n'est confirmé que partiellement par les données.

### La production française s'éloigne de moins en moins de sa tendance



\* En écart à la tendance.  
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Irrégularité des écarts de prix français à leur tendance



\* En écart à la tendance.  
Sources : Insee, Agreste

Les écarts à la tendance du prix français sont moins réguliers que ceux de la production. Par ailleurs, le prix du porc est orienté à la baisse avec un recul de 1,7 % en moyenne annuelle depuis 1999. Or ce niveau des prix ne s'explique ni par la production ni par la demande de viande porcine. En effet, l'offre se raréfie (-0,6 % chaque année depuis 1999) tandis que la consommation se maintient (-0,1 % en moyenne annuelle depuis 1999). Le commerce extérieur peut apporter un élément de réponse. En effet, la tendance du prix et celle du solde en volume du commerce extérieur de viande porcine sont corrélées de manière positive. Depuis 1999, le solde du commerce extérieur a perdu 2,1 % en moyenne annuelle. Globalement sur la période quand le solde se dégrade, le prix fait de même.

Cependant la réduction du solde du commerce extérieur ne concerne pas l'ensemble de nos partenaires. En effet, le solde du commerce extérieur avec les pays tiers progresse de 2,7 % en moyenne annuelle depuis 1999. De plus, il semblerait que ce commerce soit favorablement influencé par le taux de change entre l'euro et le dollar. En effet, la tendance du solde du commerce extérieur avec les pays tiers et celle des exportations à destination des pays tiers sont positivement corrélées à la tendance du taux de change entre l'euro et le dollar. Ainsi plus l'euro est fort et plus la demande des pays tiers est importante. Cet étonnant résultat pourrait éventuellement être expliqué par l'importation d'aliments depuis les pays tiers. En effet, les éleveurs sont amenés à importer des aliments, notamment des tourteaux, en provenance de ces pays. Dès que l'euro est fort, ces importations sont moins coûteuses. De ce fait, le prix du porc gagnerait en compétitivité sur le marché, ce qui peut stimuler les exportations françaises. Mais il est également possible d'envisager l'existence de gains de compétitivité obtenus en France indépendamment de phénomènes monétaires.

### ... et du coût des intrants

Le prix du porc est non seulement peu sensible aux variations de production et de demande mais il l'est aussi à celles des coûts des intrants. Entre 2006 et 2008, le prix des aliments composés pour porcins a augmenté de 39 % tandis que le prix du porc n'a gagné que 1 %. En production porcine, comme l'aliment représente la part la plus importante du coût, celui-ci devrait largement impacter le prix du porc. La non-répercussion de la flambée des prix sur les cours n'est pas une généralité. La filière avicole, par exemple, a su répercuter la hausse des aliments composés dans les prix à la production. Avec une augmentation de 31 % du prix du poulet entre 2006 et 2008, les éleveurs ont répercuté 95 % de la hausse de l'aliment.

En quoi la filière avicole est plus apte à répercuter des hausses de coûts de production ? La capacité des éleveurs à se faire représenter pourrait être en cause. Dans le cadre de la production française de volailles, l'intégration totale est largement répandue. Dans cette situation, l'éleveur passe du sta-

tut de producteur à celui de prestataire de services. En effet, les éleveurs reçoivent les poussins avec l'aliment nécessaire à leur croissance et sont chargés de leur élevage. Les intégrateurs collectent la production auprès des éleveurs et s'adressent directement à la distribution. Moins nombreux, ils peuvent disposer d'un pouvoir de négociation pour répercuter les variations de coûts de production.

Au marché du porc de Plérin, où environ 15 % de la production nationale est négociée, 2 250 éleveurs sont représentés par 15 groupements. Treize acheteurs sont présents sur le marché et 74 % des achats sont réalisés par quatre d'entre eux. Malgré la forte concentration des achats, le nombre d'acheteurs est comparable à celui des groupements de vendeurs. Pourtant, les éleveurs n'ont pas été en mesure de répercuter l'ensemble de la hausse des matières premières. La concentration en cours des groupements d'éleveurs n'a peut-être pas encore abouti malgré la diminution de moitié du nombre de groupements entre 1990 et 2009. Par ailleurs, les acheteurs industriels sont eux-mêmes soumis au pouvoir de marché des distributeurs, très concentrés.

## Sources et définitions

### Sources

- Pour les abattages : enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux réalisée par le SSP
- Pour le commerce extérieur des animaux vivants : Douanes
- Pour les cotations du porc charcutier : SNM (cotation française) et Eurostat (cotations européennes)
- Pour le cheptel et les exploitations : enquête cheptel porcin réalisée par le SSP

### Principales définitions

- Production indigène brute (Pib)  
La production indigène brute est obtenue par calcul à partir des abattages totaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés afin de tenir compte de l'ensemble des animaux abattus y compris hors abattoir.

### Méthodologie

- Les tendances de long terme sont calculées à l'aide de moyenne mobile d'ordre 48. Les écarts à la tendance correspondent à la différence entre une moyenne mobile d'ordre 12 et une moyenne mobile d'ordre 48. Le but est de représenter les écarts légèrement lissés autour de la tendance. Les prix classe E s'entendent systématiquement en euros constants (ramenés au prix de la première année de la série). Le prix de l'UE à 15 a été obtenu en pondérant les prix nationaux par le volume d'abattage. Mais il ne correspond pas pour toutes les périodes à une moyenne pondérée des 15 pays membres en raison de l'absence de données pour certaines périodes. Le manque de données de production et de prix explique l'absence d'informations sur d'importants producteurs tels l'Espagne et les Pays-Bas.

## Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2009, la réduction du cheptel porcin s'accélère », Agreste Conjoncture - Animaux de boucherie, mars 2010
- « En 2009, la consommation de viande se rétracte », Agreste Conjoncture - Consommation de viande, synthèse n° 2009/95, octobre 2009
- « Le prix du porc : européen et libéral », M. Rieu, Agreste Publications - Cahiers n° 30, juin 1998

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le Scees  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofouritures de l'Union européenne  
**Consoscan** : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Office de l'élevage** : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OniGC** : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Secodip** : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité  
**SNIA** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**SNM** : Service des nouvelles des marchés  
**Syncopac** : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**UEBL** : Union économique belgo-luxembourgeoise  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**Viniflhor** : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée

**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**ADL** : aide directe  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fac** : fonds d'allègement des charges  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**MBS** : marge brute standard  
**MCM** : montants compensatoires monétaires  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**MS** : matière sèche  
**NC** : nomenclature combinée  
**OCM** : organisation commune de marché  
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**Tec** : tonne équivalent carcasse  
**Teoc** : tonne équivalent œuf coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2010

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)